

S11 ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION LIÉE AU CHANGEMENT DU SYSTÈME ALIMENTAIRE : RÔLES DU MARKETING, DU COMPORTEMENT ALIMENTAIRE ET DES INÉGALITÉS SOCIALES

Co-présidents : J. HALFORD & J. BREDA

Systèmes et choix alimentaires

C. REYNOLDS – Université de Sheffield - GB

Le système alimentaire mondial est de plus en plus complexe et de nombreux facteurs influencent les choix alimentaires (pour quelle raison, comment et quels aliments sont achetés et quels aliments sont consommés, de quelle manière et quand). En prenant l'exemple du régime alimentaire britannique entre 1950 à 2016, cet exposé présentera divers thèmes liés au système alimentaire actuel et expliquera de quelle manière le système alimentaire britannique a évolué pour devenir si complexe.

Les thèmes abordés incluront l'évolution de l'agriculture, de la production et du transport des aliments, ainsi que l'évolution des habitudes d'achat et d'alimentation. Ces thèmes seront ensuite associés à leurs répercussions sur les choix alimentaires et leurs conséquences pour la santé. De même, l'évolution démographique et du mode de vie au cours des 65 dernières années sera analysée.

Une attention particulière sera portée aux habitudes alimentaires fragmentées et contrastées des groupes les plus aisés et les plus pauvres. Des exemples de conseils et d'interventions qui peuvent être proposés, dans le domaine de la diététique, pour promouvoir une alimentation saine à long terme en utilisant le système alimentaire actuel et les tendances en matière de choix alimentaires, seront également donnés.

Recommandations au quotidien :

1. Nous interagissons tous les jours avec le système alimentaire : il est possible de changer différentes composantes de l'environnement alimentaire, des habitudes alimentaires et des pratiques alimentaires des individus ;
2. Les changements alimentaires ne sont pas un phénomène nouveau. Cependant, nous pouvons maintenant amplifier les tendances positives pour engendrer des résultats positifs pour la santé (Qu'en est-il des déviants positifs ?) ;
3. Les régimes alimentaires se sont fragmentés en fonction des revenus et de la démographie. De nouvelles stratégies de personnalisation du message sont nécessaires pour évoquer la question de l'alimentation et des habitudes d'une personne ;
4. Les manières de cuisiner et l'emploi du temps évoluent, nous devons comprendre ce que les gens font (et aspirent à faire) afin de modifier leurs choix alimentaires et d'avoir des conséquences positives sur la santé.

Insécurité alimentaire familiale et promotion d'une alimentation saine

A. LINOS – École de médecine d'Athènes - GR

Nous allons vous présenter les résultats du programme DIATROFI, un programme d'aide humanitaire visant à lutter contre les répercussions de la crise grecque.

Il s'attaque aux questions d'insécurité alimentaire et promeut une alimentation saine chez les enfants en âge d'être scolarisés et leurs familles, dans les zones les plus défavorisées de Grèce.

Du printemps 2012 au mois de juin 2018, plus de 120 000 enfants ont bénéficié de 14 millions de repas distribués, chaque jour d'école, en début de matinée.

L'analyse de 160 000 questionnaires remplis par les parents des enfants bénéficiaires sur l'insécurité alimentaire et les habitudes alimentaires permet de constater que l'insécurité alimentaire, mesurée à l'aide du questionnaire du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire (USDA), se situait entre 54 % et 66 % au début de chaque année scolaire et entre 48 % et 59 % à la fin de chaque année scolaire. Sur cette période, en moyenne, la part des écoliers ne consommant pas de fruits ou de lait a diminué de 20 %, de 15 % pour le pain complet et de 10 % pour les légumes. En outre, la part des écoliers ayant adopté le régime méditerranéen a diminué de plus de 10 %.

En plus de ces données descriptives, les résultats de deux essais randomisés portant sur l'approche méthodologique visant à améliorer les habitudes alimentaires seront présentés. Au cours de ces deux essais, un certain nombre d'écoles ont été randomisées pendant deux années consécutives.

Lors de la première année scolaire (2013-2014), une comparaison entre la distribution des repas et l'association de la distribution de repas et d'activités de promotion d'une nutrition saine a été réalisée. Les résultats ont montré que les élèves bénéficiant, en plus du repas, d'activités faisant la promotion d'une nutrition saine avaient 1,6 fois plus de chance d'améliorer leur poids et de sortir du surpoids/de l'obésité et 2,5 fois plus de chance d'améliorer leur poids et de passer d'un poids insuffisant à un poids normal. La probabilité de voir la consommation de lait/yaourt ou de fruits augmenter était 1,2 fois plus élevée au sein du groupe bénéficiant des activités faisant la promotion d'une nutrition saine.

Lors de la seconde année scolaire (2014-2015), les activités de promotion d'une nutrition saine seules ont été comparées à l'association de la distribution des repas et d'activités de promotion de la nutrition saine. Les élèves qui ont bénéficié, en plus des activités de promotion d'une nutrition saine, d'un repas ont connu une diminution bien plus grande du niveau d'insécurité alimentaire des ménages (d'environ 10 %) et cette diminution était plus évidente dans les familles souffrant d'insécurité alimentaire (16 %), chez les enfants présentant un poids insuffisant (20 %) et chez les enfants obèses ou en surpoids (12 %).

À cet effet, l'association de la distribution des repas et des activités de promotion d'une alimentation saine à l'école semble être le moyen le plus efficace pour réduire l'insécurité alimentaire et améliorer la santé et les habitudes alimentaires des écoliers.

Avec: Petralias A, Zota D, Dalma A, Georgakopoulos P, Pantazopoulou A, Kouvari M, Drymoni P, Kastorini CM, Haviaris AM, Veloudaki A

Techniques de marketing pour les aliments malsains et impact sur la consommation

E. BOYLAND – Université de Liverpool - GB

Cette présentation a vocation à offrir un aperçu des ouvrages démontrant que le marketing alimentaire a des répercussions néfastes sur les habitudes alimentaires, en influençant des facteurs déterminants du comportement alimentaire (par exemple les opinions, les goûts) et du comportement alimentaire concret (consommation). L'impact des médias audiovisuels traditionnels et des nouvelles techniques de marketing numérique sera étudié et permettra de souligner que nous en savons beaucoup plus sur l'exposition des enfants à la publicité audiovisuelle et sur la capacité de cette dernière à influencer sur leur comportement (par exemple l'impact de l'exposition à la publicité télévisée sur la quantité de nourriture consommée a été démontré de manière répétée et rigoureuse). Les nouvelles méthodes numériques de diffusion du contenu marketing sont un défi pour les chercheurs spécialisés en santé publique, à la fois en termes de mesure de l'exposition et de preuve empirique de leur impact. Cependant, de nouvelles données sur le marketing numérique et ses répercussions seront présentées, soulignant quelques-unes des nouvelles opportunités qu'offrent les techniques numériques aux distributeurs.

À travers toute l'Europe, des voix s'élèvent pour demander une réglementation plus stricte du marketing alimentaire, notamment à destination des plus jeunes. Cette session permettra d'évaluer le poids des preuves sur lesquelles les actions politiques menées dans ce domaine peuvent s'appuyer et d'évoquer les preuves validant le lien de causalité entre l'exposition au marketing et la prise de poids chez les jeunes.

Recommandations au quotidien :

1. Limiter le temps que passent les enfants devant un écran et donc limiter leur exposition à la publicité ;
2. Encourager les jeunes à être des spectateurs critiques du marketing en leur apprenant à tenir compte des motivations des publicitaires ;
3. Essayer de minimiser l'influence du « pouvoir de harcèlement » sur les achats alimentaires familiaux.

Le numérique, outil de promotion de la santé

F. FOLKVORD – Université Radboud - NL

Des revues systématiques et des études expérimentales ont montré à plusieurs reprises que la promotion de la consommation d'aliments à forte teneur énergétique encourage les comportements alimentaires malsains chez les enfants. De plus, les techniques de promotion des aliments ciblent majoritairement le processus automatique et se concentrent sur les aspects gratifiants des denrées alimentaires appétissantes, induisant inconsciemment la prise de collations. En raison de l'efficacité de ces activités de promotion, les enfants consomment trop d'aliments à forte teneur énergétique et pas assez d'aliments sains, comme les fruits et légumes, selon les normes alimentaires internationales. Une alimentation riche en fruits et légumes est essentielle à la croissance et au développement, protège contre de nombreuses maladies, notamment les maladies cardiovasculaires, les accidents vasculaires cérébraux et le cancer, et améliore le bien-être mental.

De nombreuses études ont démontré de manière constante que les habitudes alimentaires des enfants sont mauvaises et ne répondent pas aux normes alimentaires (inter)nationales, en particulier chez les jeunes enfants issus des familles les moins aisées. Contrairement aux fruits et légumes, les collations énergisantes ont des propriétés intrinsèquement gratifiantes qui les rendent « recherchées » et « appréciées », ce qui induit donc des comportements alimentaires malsains.

Compte tenu de l'efficacité et du succès de la promotion de ces aliments, il est très prometteur d'examiner *si, comment et quand*, la promotion d'aliments plus sains pourrait accroître leur consommation chez les enfants. Différentes études empiriques ont été réalisées afin de tester les effets de la promotion d'une alimentation plus saine, mais aucun modèle théorique global permettant d'expliquer et de prédire ces effets n'existe alors qu'il est indispensable. Cette présentation évoque des études récentes qui ont analysé l'effet de la promotion d'une alimentation saine sur le comportement alimentaire des enfants. Elle vise à exposer une intégration des résultats empiriques dans un nouveau cadre théorique, le *Healthy Food Promotion Model*, qui permet de mieux comprendre les effets de la promotion d'une alimentation saine sur le comportement alimentaire et pourrait également être utilisé pour de futures recherches dans ce domaine.

Recommandations :

1. Une recommandation importante dans la vie de tous les jours est de rendre les aliments sains plus facilement accessibles pour les jeunes, afin d'en faire le premier choix chaque fois qu'ils ont envie de grignoter ou ont le temps de manger. Une stratégie marketing importante pour les aliments à forte teneur énergétique est leur grande disponibilité ;
2. Le fait de limiter la disponibilité des collations énergisantes augmente également la possibilité que les enfants choisissent l'option plus saine ;
3. Si les enfants ne sont pas intrinsèquement incités à consommer des aliments sains, les rendre plus attrayants et accroître leur motivation extrinsèque à consommer des aliments plus sains pourrait constituer une stratégie efficace. Après avoir goûté la nourriture à plusieurs reprises pour des raisons extrinsèques, ils pourraient commencer à les apprécier, et éventuellement à les choisir plus souvent du fait de cette motivation intrinsèque ;
4. Essayez de vous concentrer sur les processus automatiques lorsque vous voulez faire évoluer le comportement alimentaire des enfants, et non sur l'éducation et l'amélioration des connaissances, car il a été démontré qu'elles ont des effets limités sur l'amélioration des apports nutritionnels.

S12 VERS DES CHOIX ALIMENTAIRES PLUS SAINS À L'ÉCOLE : LES MÉDECINS GÉNÉRALISTES, ACTEURS ESSENTIELS DE L'ÉDUCATION ET DE L'ÉVALUATION

Co-présidents : W. KALAMARZ & M. CAROLI

Programme européen scolaire : un outil pour encourager les bonnes habitudes alimentaires chez les enfants

G. MEDICO – DG Agri - CE - BE

Ce programme, financé par la Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union européenne à hauteur de 250 millions d'euros par an, soutient la distribution de fruits et légumes mais aussi de lait et de produits laitiers dans les écoles à travers toute l'UE, dans le cadre d'un vaste programme d'éducation sur l'agriculture européenne et sur les bienfaits d'une alimentation saine.

Ce nouveau régime est entré en vigueur le 1^{er} août 2017, en prévision de l'année scolaire 2017-2018, après avoir fonctionné comme des régimes distincts pour le lait et pour les fruits et légumes. Cette réforme visait à le simplifier et à accroître son efficacité. Tous les pays de l'UE participent à l'un ou l'autre ou aux deux volets du programme.

Les informations concernant le nombre d'enfants et d'écoles y participant ne sont pas encore disponibles, mais la tendance semble correspondre aux précédents programmes distincts qui s'étaient avérés être un succès*.

La distribution de fruits, de légumes, de lait et de produits laitiers a débuté à l'automne 2017. Elle était accompagnée par des activités pédagogiques visant à renouer les liens entre les enfants et l'agriculture et à promouvoir des habitudes alimentaires saines, tout en organisant des activités d'information et de communication à destination du grand public.

Les autorités nationales chargées de la santé et de la nutrition ont approuvé la liste des fruits, des légumes, du lait et des produits laitiers que les enfants reçoivent dans le cadre de ce programme. Les fruits et légumes sont distribués dans 26 pays, avec une priorité pour les produits frais. Pour ce qui est du lait et des produits laitiers qui sont distribués dans tous les pays, la tendance est à des choix plus sains. La priorité est donnée au lait nature ; quelques pays fournissent toutefois des produits laitiers avec des quantités limitées de sucre et/ou d'arômes ajoutés.

De nombreux pays privilégient les achats locaux, les chaînes d'approvisionnement courtes et l'agriculture biologique. Les autorités et les parties prenantes des secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'éducation sont associées à la planification et/ou à la mise en œuvre du programme dans les écoles.

* Environ 12 millions d'enfants ont bénéficié du programme de distribution de fruits et légumes à l'école et 18 millions du programme de distribution de lait dans les écoles (données pour l'année scolaire 2016/2017).

L'expérience de l'approvisionnement des écoles et du Programme européen en Italie

S. **BERNI CANANI** – CREA Centre de recherche pour l'alimentation et la nutrition - IT

En Italie, la prévalence du surpoids et de l'obésité infantiles a atteint respectivement 21,3 % et 9,3 % en 2016 avec de grandes disparités entre les régions et une prévalence encore plus élevée dans le sud de l'Italie (données générées par le système de surveillance nutritionnelle « *Okkio alla Salute* » du ministère de la Santé).

Les enfants (8-9 ans) font une collation trop importante en milieu de matinée (53 %), ne mangent pas de fruits et/ou légumes tous les jours (20 %) et consomment quotidiennement des boissons sucrées ou des sodas (36 %). Ces enfants ont un mode de vie sédentaire et passent plus de 2 heures par jour à jouer à des jeux vidéo ou à regarder la télévision (41 %).

De plus, la généralisation des réseaux sociaux s'accompagne d'une désinformation généralisée, notamment dans le domaine de la nutrition. Comme l'indique l'Eurobaromètre (Service de veille médiatique de l'UER « Confiance dans les médias 2017 »), les Italiens utilisent internet pour répondre à leurs questions en matière de santé et font confiance à la radio, la télévision, la presse écrite et internet. Malheureusement, il n'est pas si facile de faire la distinction entre des informations scientifiques validées et les fausses informations sensations omniprésentes sur internet.

Le programme de l'UE en faveur de la consommation de fruits et légumes à l'école, qui existe en Italie depuis 2009, impose des activités pédagogiques en plus de la distribution de fruits et légumes lors de la collation de milieu de matinée. Le ministère italien des Politiques agricoles, alimentaires et forestières (coordinateur du Programme européen) a confié ces activités au CREA (Conseil pour l'économie et la recherche agricole), et plus particulièrement à son Centre de recherche pour l'alimentation et la nutrition. L'avantage de cette approche est que le message nutritionnel peut être scientifiquement validé et est identique dans tout le pays.

Plusieurs activités ont été mises en place, toutes dans le but de promouvoir la consommation de fruits et légumes, avec la participation des élèves, des familles et des enseignants (par exemple la formation des enseignants). Les résultats obtenus la première année, grâce à la formation des enseignants, montrent l'efficacité de la méthode, notamment pour améliorer la fréquence de consommation des fruits et légumes chez les enfants. En effet, l'école est considérée comme un lieu privilégié pour promouvoir la santé et, lorsque les repas sont fournis par les cantines scolaires, le déjeuner est aussi l'occasion, pour les élèves, d'enrichir leurs connaissances et de développer leur curiosité à l'égard des aliments en goûtant de nouveaux plats et en découvrant de nouvelles saveurs.

Le ministère de la Santé, en collaboration avec de nombreuses parties prenantes, a élaboré les Directives pour les repas scolaires afin de normaliser les orientations au niveau national pour encourager, dès l'enfance, l'adoption d'habitudes alimentaires saines et correctes. Ces orientations contiennent des informations sur l'organisation et la gestion du service de cantine : rôles et responsabilités, aspects nutritionnels et interculturels, critères de définition des dossiers d'appel d'offres.

La possibilité de manger à la cantine contribue à garantir la pleine jouissance du droit à l'éducation, à la santé et à la non-discrimination, mais leur existence n'est pas garantie dans toutes les écoles, toujours avec des disparités régionales et une faible prévalence dans le sud de l'Italie.

Les points forts des mesures adoptées en Italie sont :

1. L'implication personnelle des enseignants ;
2. L'intégration aux activités scolaires quotidiennes, mais de manière « ludique et stimulante » ;
3. La flexibilité et l'adaptation à l'environnement local ; avec une attention toute particulière portée sur l'implication des familles ;
4. La synergie avec d'autres Institutions (ministère de la Santé et ministère de l'Éducation).

Le représentant de parent : un incontournable

V. DURIN – COFACE - FR

Le parent propose l'enfant dispose.

Si l'on se cantonne à l'enfant, on ne pourra améliorer durablement ses choix alimentaires car c'est l'adulte qui reste principalement responsable de l'offre. Comment faire adhérer les parents au projet pour qu'il change l'offre alimentaire de son enfant et soutienne ce qui est fait dans l'école ? Par le truchement du représentant de parent !

Qu'est ce que le représentant de parent et à quoi sert-il ?

Le représentant de parent est un lien entre ce qui se passe à l'école et le parent, mais il est aussi le collecteur des points à améliorer et des inquiétudes... il décrypte l'école, accompagne les parents, informe, communique. Il peut aussi collecter les remarques des parents et être force de propositions pour changer un horaire mais aussi un prestataire de cantine : il collecte des requêtes pour le chef d'établissement, accompagne les changements qui sont des sources d'anxiété pour certains. Les représentants de parent sont réunis en associations, avec des fonctionnements spécifiques.

Les associations sont partenaires des grands changements institutionnels mais restent toujours positionnées avec l'enfant au cœur des décisions ; néanmoins elles défendent aussi la place du parent premier éducateur. C'est pourquoi elles sont un acteur incontournable de tout changement au sein des établissements.

Recommandations sur le terrain :

1. Prendre contact avec la structure nationale ou régionale ;
2. Contacter le président de l'association ou des associations de l'établissement
3. Organiser en amont des interventions avec l'association, une réunion en soirée pour décrypter et répondre aux questions de tous les parents ;
4. Clôture : Organiser à la fin de l'opération une réunion de conclusion en faisant intervenir les enfants, ce qui permet d'avoir les parents et inviter les élus locaux ;
5. Dissémination : Utiliser « les cahiers noirs » comme support pour distribuer vos conclusions et bonnes pratiques alimentaires mais aussi pour communiquer ce qui est fait en classe car les enfants racontent peu.

Associer les outils pour optimiser l'approvisionnement alimentaire des écoles

S. STORCKSDIECK GENANNT BONSMANN – DG JRC - CE - IT

Les écoles sont des environnements protégés où les enfants peuvent découvrir et apprendre à adopter des habitudes alimentaires saines. Il est encourageant de constater que tous les pays de l'UE disposent d'une politique alimentaire plus ou moins développée, qu'elle soit le fruit de normes obligatoires ou de directives volontaires. Mettre en pratique ces politiques reste parfois un défi, mais toute une gamme d'outils et de mesures sont disponibles et peuvent être associés pour optimiser l'approvisionnement alimentaire des écoles et aider les écoliers à adopter des habitudes alimentaires saines.

Par exemple, le Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne a élaboré des conseils techniques à destination du milieu scolaire concernant la passation de marchés publics intégrant des aliments bons pour la santé. Ces directives encouragent une passation de marchés publics alimentaires soucieuse de la santé qui permet de s'assurer que les repas servis dans les écoles respectent des normes nutritionnelles établies dans les politiques scolaires. Répondant au besoin de spécifications techniques qui sont claires et permettent d'atteindre le niveau souhaité d'approvisionnement en aliments sains dans les écoles, ce rapport propose une formulation de contrats basés sur les politiques alimentaires en vigueur au sein de vraies écoles à travers l'UE. Ces informations sont complétées par des conseils sur la manière d'utiliser les critères de passation de marchés publics afin d'identifier l'offre la plus avantageuse sur le plan économique.

En outre, le JRC a élaboré plusieurs référentiels qui résument les éléments essentiels à la réussite de campagnes scolaires de promotion de la consommation de fruits, de légumes et d'eau. En règle générale, ces campagnes associent différentes mesures couvrant les trois domaines que sont l'éducation, l'environnement et la famille, créant ainsi des environnements positifs et motivants dans lesquels le choix bon pour la santé devient le choix facile. Pour ce qui est de l'amélioration de la consommation de fruits et légumes, cette analyse a révélé que les efforts éducatifs fructueux intégraient l'apprentissage en classe (par exemple des leçons et devoirs dédiés, mais aussi des contenus pluridisciplinaires), l'apprentissage par l'expérience (par exemple des jardins scolaires et des dégustations), des jeux et concours (notamment des jeux pédagogiques, des concours d'écriture de chansons) et des approches visant à faire évoluer les comportements (modèles, définition des objectifs, commentaire individuel). Dans la mesure où les médecins sont une source d'informations nutritionnelles fiables, ils peuvent constituer de véritables atouts pour ces campagnes. Les composantes environnementales incluaient l'augmentation de la disponibilité des fruits et légumes par divers moyens, la formation des enseignants et du personnel de restauration afin d'offrir un soutien optimal, et une évolution du point de vente ou de consommation (par exemple des modifications des étalages pour encourager des comportements positifs). À cet égard, il est important de relever que les États membres peuvent s'inscrire au programme en faveur de la consommation de fruits, de légumes et de lait à l'école qui est financé par la Commission européenne. Ce programme a pour objectif de présenter aux enfants les bénéfices d'une alimentation saine et de les encourager à consommer plus de fruits, de légumes et de lait.



Enfin, la participation de la famille incluait l'organisation de réunions parentales sur le thème d'une alimentation saine, l'encouragement à la préparation des repas avec les enfants et l'aide aux parents pour qu'ils donnent le bon exemple en matière de consommation régulière de fruits et légumes. Quelle que soit l'intervention finalement choisie, le suivi et l'évaluation sont cruciaux pour comprendre quelles approches fonctionnent le mieux dans un environnement donné ; les médecins généralistes sont des acteurs essentiels pour l'évaluation des impacts sur la santé qui en découlent.

Recommandations :

1. Les médecins généralistes sont une source d'informations fiables et doivent donc être encouragés et accompagnés afin de proposer des conseils sur l'alimentation et la santé ;
2. Ils doivent avoir les moyens de s'impliquer en soutenant l'éducation, le suivi et l'évaluation dans le cadre des campagnes de promotion d'une alimentation et d'un mode de vie sains dans les écoles et en dehors ;
3. Les marchés publics alimentaires doivent intégrer la question de la santé comme aspect clé ;
4. Le JRC propose toute une gamme d'outils et de documents utiles pour promouvoir une alimentation saine dans les écoles et invite toute personne intéressée à consulter le site <https://ec.europa.eu/jrc/en/news/helping-eu-schools-become-springboard-healthy-diet-and-lifestyle-habits>.

Table ronde

LES RÔLES DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES DANS L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES F&L

Animée par : K. LOCK & P. JAMES

Panel : A. Delahaye - Parlement européen - FR
 M. Devaux - OCDE - FR
 C. Golfidis - DG-Agri - CE - BE
 W. Kalamarz - DG-Santé-CE - LU
 D. Sauvaitre - Filière des F&L - FR
 A. Stavdal - WONCA Europe - NO

Introduction : Bénéfices des F&L pour la santé et pour le développement durable

K. LOCK – LSHTM - GB

Cette table ronde réunira des experts du monde de la médecine, de l'économie et de la production alimentaire ainsi que décideurs politiques issus du Parlement européen et de la Commission européenne (DG Santé, DG Agri) pour évoquer des moyens d'encourager la consommation de fruits et légumes. Elle permettra de déterminer de quelle manière des types d'interventions très différents, allant du travail des médecins qui accompagnent les patients individuels aux politiques affectant l'ensemble de la population de l'UE, sont tous des éléments clés d'une approche systémique globale indispensable pour maximiser les bienfaits de la consommation de fruits et légumes pour la santé, l'environnement, l'agriculture et l'économie.

Questions aux panélistes

1. Quelles données permettent de prouver que les leviers de la politique fiscale encouragent la consommation et la production ?
2. Que peuvent faire les médecins pour augmenter la consommation de fruits et légumes par la population ?
3. À quels défis les producteurs actuels et les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont-ils confrontés ? Quelles seraient les solutions « gagnant-gagnant » ?
4. Comment le Parlement européen peut-il être plus efficace pour transformer l'approche adoptée par la Commission sur la chaîne alimentaire de l'UE au profit des fruits et légumes ? Quelles actions ont été mises en oeuvre pour harmoniser les différentes politiques afin de mieux prendre en compte les bénéfices santé des F&L ?
5. Les investissements de la Commission européenne favorisent-ils au mieux la promotion d'une alimentation saine tout en garantissant la nécessité la rentabilité des entreprises ? Que fait la DG Santé pour aider à contrer les influences commerciales sur l'alimentation et encourager la consommation de fruits et légumes ?
6. Ces 5 dernières années, quelles actions ont été mises en place pour améliorer l'approvisionnement en fruits et légumes et maintenir des prix bas pour le consommateur ? Quels sont les enjeux de la politique européenne en faveur de fruits et légumes pour les 5 prochaines années ? Comment modifier les politiques actuelles de la PAC pour favoriser les fruits et légumes ?